

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2018**

**REUNION DES 26 ET 27 AVRIL 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**RAPPORT RELATIF A LA CONVENTION D'APPUI AUX  
POLITIQUES D'INSERTION CONCLUE ENTRE LA  
COLLECTIVITE DE CORSE ET L'ETAT 2017-2018 (FAPI)**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la  
Cohésion Sociale et de la Santé

Commission des Finances et de la Fiscalité

## **RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

Le fonds d'appui aux politiques d'insertion créé par la loi de finances initiale pour 2017 du 29 décembre 2016 vise à apporter un soutien financier aux départements qui s'engagent à renforcer leurs politiques d'insertion dans le cadre d'une convention conclue avec l'Etat.

Les Conseils départementaux de Haute-Corse et de Corse-du-Sud ont passé respectivement convention avec l'Etat pour la période 2017-2019 et se sont engagés à maintenir les dépenses d'insertion (hors allocation de solidarité) pour le financement des actions de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social. L'engagement prévoit de garantir une inscription annuelle des crédits au titre des dépenses d'insertion au moins égale à 95% des crédits inscrits l'année précédente.

En contrepartie, le département de la Corse-du-Sud et le département de la Haute-Corse ont perçu respectivement une dotation de 69 023 € et de 100 150 € pour la première année d'exécution de la convention.

La loi Notre n°2015-991 du 7 août 2015 par son article 30 crée la Collectivité de Corse en lieu et place de la Collectivité Territoriale de Corse et des départements de Corse-du-Sud et de Haute-Corse.

Le 7 mars 2017 les ordonnances N° 2016-1561, 2016-1562, et 2016-1563 du 21 novembre 2016, portant diverses mesures institutionnelles et assurant la continuité des actions, des conventions, des contrats, et des engagements des trois collectivités fusionnées, par la nouvelle Collectivité de Corse, ont été ratifiées par la loi.

Cela implique que la Collectivité de Corse est actuellement en charge des bilans des deux conventions précédentes, et que les deux conventions précitées soient remplacées par une convention unique signée par le Président de l'Exécutif de Corse et les Préfets de chacun des deux départements, de manière à pouvoir prendre en compte l'ensemble du périmètre d'intervention de la Collectivité.

Conformément au modèle de convention fixé par l'arrêté du 20 février 2017, la convention à conclure définit les priorités conjointes de l'Etat et de la Collectivité de Corse en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social. Ces priorités sont déclinées sous forme d'engagements réciproques et d'actions conjointes visant à renforcer les coopérations entre les acteurs de l'insertion et à permettre une meilleure articulation entre leurs interventions.

La convention est structurée autour d'un socle commun d'objectifs, constitué d'actions d'insertion prévues par la loi et d'actions concourant à renforcer les coopérations, en complément desquelles des actions supplémentaires doivent être retenues en matière d'insertion. Les services de l'Etat vérifient le respect des engagements contractés sur la base du rapport annuel d'exécution de la convention.

## **I – Rapport d'exécution de la convention d'appui aux politiques d'insertion pour l'année 2017 :**

L'Etat et les anciens Conseils départementaux se sont accordés sur des actions et engagements de progrès pour la période d'application de la convention, soit sur une période de trois ans (2017-2019). Au terme de la première année d'application de la convention, le rapport d'exécution et les rapports d'activité qui lui sont annexés permettent de constater l'état d'avancement et de réalisation des actions retenues.

### a) Actions d'insertion prévues par la loi

Les deux Conseils départementaux ont retenu l'action visant au renouvellement du Pacte Territorial d'Insertion (PTI). La démarche a été initiée mais la mise en œuvre a été interrompue par la création de la Collectivité de Corse et la nécessaire convergence des procédures à compter de janvier 2018. Les anciens Conseils départementaux ont également retenu dans les mêmes termes l'action visant au renouvellement de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) fixant leurs engagements et ceux de l'Etat en matière de contrats aidés et d'insertion par l'activité économique. Le bilan des actions menées dans ce cadre est détaillé dans le rapport d'exécution 2017.

### b) Actions concourant à renforcer les coopérations entre les acteurs

Dans ce cadre, quatre actions ont été retenues. Elles visent à :

- Favoriser l'accompagnement global des bénéficiaires du RSA et des demandeurs d'emploi.
- Mettre en œuvre l'évaluation des actions conduites sur le territoire de la Corse-du-Sud en matière d'insertion des bénéficiaires du RSA et des demandeurs d'emploi.
- Mettre en œuvre un Point Conseil Budget.
- La création de jardins collectifs d'insertion sociale.

Les actions retenues ont toutes été réalisées, les éléments de bilan figurent dans le rapport d'exécution.

### c) Actions supplémentaires répondant à des priorités nationales ou à des priorités locales

Les actions retenues à ce titre par les conventions initiales concernaient les domaines suivants :

- La lutte contre le non-recours aux droits par une offre territorialisée de l'activité de domiciliation administrative
- L'accompagnement des bénéficiaires du RSA et des demandeurs d'emploi souffrant de troubles psychiques

- L'insertion des jeunes à travers le dispositif D.I.N.A (Dispositif d'Insertion pour un Nouvel Avenir)
- Le renforcement des dispositifs favorisant l'apprentissage de la langue française des populations immigrées et une meilleure coordination des actions des différents acteurs
- L'insertion sociale par la pratique sportive
- Le développement de l'Epicerie Solidaire (ESOL)
- Deux actions portées par l'Association Corse Mobilité Solidaire
- L'hébergement – centre d'accueil

Sur l'ensemble des huit actions, sept ont été mises en œuvre dans leur totalité et une n'a pas été menée à son terme. Les éléments de bilans de ces actions figurent dans le rapport d'exécution et dans ses annexes.

#### d) Bilan général des actions d'insertion

L'article D. 263-3 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que « le rapport d'exécution de la convention comprend également un bilan global de l'ensemble des actions d'insertion conduites par le département et ses partenaires sur le territoire ». Celui-ci est détaillé en section 4 du rapport d'exécution. Il met en évidence que la Collectivité joue pleinement son rôle de chef de file dans ce domaine.

## **II – Les engagements de la Collectivité de Corse pour la période 2018-2019**

Les services de la Collectivité de Corse et des Directions Départementales de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) de Haute-Corse et de Corse-du-Sud ont travaillé en collaboration afin d'élaborer une convention unique. Cette dernière prévoit de manière générale le maintien des engagements de progrès dans le cadre des actions retenues dans les conventions initiales.

#### a) Actions d'insertion prévues par la loi

La CAOM fixant les engagements de la Collectivité de Corse et de l'Etat en matière de contrats aidés et d'insertion par l'activité économique est en cours d'adoption. Pour 2018, elle prévoit la conclusion de 129 contrats d'accompagnement dans l'emploi et de 140 contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) financés par l'Etat et la Collectivité de Corse au titre du RSA. Elle prévoit également la mise en œuvre d'un accompagnement renforcé des bénéficiaires de contrats aidés.

La création de la Collectivité de Corse implique que soit élaboré un Pacte Territorial d'insertion régional. Les services de la Collectivité de Corse, dans le cadre des travaux d'harmonisation menés depuis janvier 2018, travaillent avec les partenaires publics et associatifs à l'élaboration de ce document.

#### b) Actions concourant à renforcer les coopérations entre les acteurs

Il est proposé de maintenir la trajectoire de progrès dans la mise en œuvre de l'action visant à favoriser l'accompagnement global des bénéficiaires du rSa et des demandeurs d'emploi. De même, l'action Point Conseil Budget est reconduite. L'évaluation des actions en matière d'insertion est également maintenue et sera étendue à l'ensemble du territoire.

c) Actions supplémentaires répondant à des priorités nationales ou à des priorités locales

Compte tenu des éléments de bilan deux actions retenues dans les conventions précédentes sont retirées : l'action Insertion des jeunes (D.I.N.A) et celle concernant les Jardins Collectifs. Une nouvelle action est introduite : elle concerne le projet d'un appartement pédagogique visant à faciliter l'accès au logement et à aider au maintien dans le logement par des mesures éducatives. Il est proposé de maintenir l'ensemble des autres actions retenues dans ce cadre par les conventions initiales.

### **III – Dispositions financières**

Au titre de l'année 2018, le soutien de l'Etat s'élève à un montant prévisionnel de 164 690€. La recette a été inscrite au budget prévisionnel 2018 et sera affectée aux programmes 5123 A et 5121 B, et au chapitre 9344.

Le montant définitif sera fixé par avenant à la présente convention. Pour les années suivantes, ce montant sera défini par avenant à la présente convention.

L'Agence de services et de paiements verse la dotation due à la Collectivité de Corse chaque année au plus tard le 31 juillet de l'exercice au titre de laquelle elle est due.

**Je vous prie de bien vouloir en délibérer.**

**P.J. :**

- ✓ Rapport relatif à la convention d'appui aux politiques d'insertion conclue entre la CDC et l'Etat 2017-2018 ;
- ✓ Fiche d'individualisation ;
- ✓ Projet de la délibération ;
- ✓ Rapport d'exécution des conventions d'appui aux politiques d'insertion 2017 ;
- ✓ Bilan d'activité des structures ;
- ✓ Convention d'appui aux politiques d'insertion 2018-2018 ;

## **PROPOSITION D'INSCRIPTION DE RECETTES**

**SECTEUR** : Direction Générale Adjointe des Affaires Sociales et Sanitaires

**FONDS À PERCEVOIR** : Fonds d'appui aux politiques d'insertion - FAPI

**ORIGINE :** **B.P. 2018**

**PROGRAMMES** 5123 A, 5121 B

**FONCTION**

**CHAPITRE :** 9344

**MONTANT PREVISIONNEL :** **164 690 €**